

113 : La réalité dépasse toujours la fiction : Haïti et La Faute, même combat ?

21 mars 2010

Port-au-Prince, Jacmel et autres lieux

Bénédicte (soit-elle louée !), après avoir lu la lettre 112 qui parlait d'Haïti à propos de huttes, a signalé à Cassandre un article du journal *The Globe and Mail*, qui est un condensé de ce qui se passe après une catastrophe en pays pauvre. Que certains puissent qualifier de naturelles de telles catas, alors qu'il s'agit en fait de drames purement humains, en dit long sur notre société mondiale qui se voudrait humanitaire et démocratique et qui, nous en reparlerons, ne paraît pas savoir très bien gérer ses rapports avec « la nature » : elle feint avec obstination de croire que la cause apparente qualifie l'effet visible, ce qui est évidemment commode quand il s'agit d'assumer des responsabilités. Non, ce n'est pas moi, société, qui suis responsable de toutes ces souffrances, c'est la nature (louons Dieu, ce sadique, de nous avoir épargnés !) : séisme ici ou haute mer là, je n'y suis pour rien. Je ne suis, moi société, ni responsable, ni coupable. Si les gens se mettent là où il ne faut pas et ne veulent pas entendre les avis négatifs, c'est leur problème : ils n'ont qu'à être un peu moins étroitement égoïstes en se reposant sur les autres au moment des choix importants. En plus, ils demanderont des indemnités à la collectivité et la reconstruction à l'identique de ce qu'ils ont perdu, laquelle communauté se défendra en dispersant des miettes de dommages et en changeant le moins de choses possibles pour avoir la paix sociale...

À la manière froide du journalisme étatsunien, à mille lieues de la sensiblerie affichée des présentateurs de la télévision française -, la journaliste du quotidien de Toronto - c'est au Canada - reste collée au factuel :

With the Caribbean hurricane season approaching, one aid agency is supplying tents that can gradually be turned into houses.

Cassandre avait l'intention de reproduire sans y rien changer l'article original. Des adeptes du principe de précaution en vigueur dans nos contrées lui ont quasiment imposé une traduction. Il paraît, selon eux, que nombre de lecteurs de sa lettre risqueraient de n'y comprendre goutte. Est-il possible que si peu de progrès dans ce domaine aient été faits ces dernières décennies, alors que « tout le monde parle anglais ». Les temps ne sont plus ceux du *Symposium on the Karakorum and West Kunlun Mountains*, à Kashgar (Chine), en juin 1992, lorsqu'un qu'un géographe français de réputation internationale, qualifié par certains de tiersmondain, Olivier D., avait été contraint de demander en public au géophysicien Vincent Courtillot, aujourd'hui de l'Académie des Sciences, de traduire en anglais, devant le public, sa communication. Les géophysiciens et autres géo- présents, peu avarés de moqueries envers les géographes, n'avaient pas manqué de marquer leur ironie à l'intention des présents.

Donc, Jessica Leeder, le 5 mars 2010, parle de Jacmel, en Haïti, la belle ville fondée en 1698 et soumise depuis à presque tous les cyclones tropicaux qui s'aventurent dans la région (il est possible de se procurer le texte original en usant du lien <http://www.theglobeandmail.com/news/world/haiti/project-jacmel/haiti-turns-to-housing-the-homeless/article1492056/>). Elle n'évoque pas les origines familiales de la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, haïtienne d'origine, commandante en chef des Forces armées canadiennes qui a rendu visite à la ville de son enfance et à l'église où elle fut baptisée, détruite par le séisme du 12 janvier 2010. Jessica parle avec réalisme des tentes

provisoires conçues pour devenir des maisons pour durer. On sent que l'expérience des camps de tentes qui suivent les catastrophes dites naturelles a fait germer dans des cerveaux pragmatiques l'idée qu'il valait mieux concevoir dès l'origine un provisoire destiné à durer plutôt que de faire comme si le provisoire devait un jour disparaître. Que voilà une conception intelligente du développement durable ! L'idée d'un tel équipement est évidemment suisse, nation qui ne se fait guère d'illusions lyriques sur la capacité des pauvres à s'extraire de la pauvreté. Comme les chances sont maigres de faire du neuf là où n'existait pas du solide, autant préparer l'avenir en proposant du provisoire évolutif qui durera de toute façon. C'est la voie de la sagesse. En d'autres endroits du monde où les cerveaux atteignent péniblement le 0 d'altitude et les cuisines la cote - 3m, on exige le renforcement des digues à condition que leur hauteur n'empêche pas de voir la mer depuis le fond des chaises longues à ras de la terrasse du rez-de-chaussée.

À Jacmel donc, tandis que certaines familles sinistrées s'installaient sous des abris de fortune le long des rues, d'autres ont accepté de se rendre dans deux grands camps dont le plus grand, Pinchinat, regroupe 6 000 personnes sur un terrain de football, où ils reçoivent à manger une fois par jour. Mais qu'en faire ensuite alors qu'il commence déjà à pleuvoir toutes les nuits en mars et que la saison des cyclones est annoncée, comme tous les ans, pour avril ? La question de Jessica est pertinente : *What's the best way to empty a 6,000-person tent city ?* En traduction libre, cela signifie : comment peut-on vider une ville de tentes de 6 000 personnes une fois qu'on l'a remplie ? La réponse est simplissime : il suffit de la garder telle quelle et d'en faire une « tenteville » évolutive. À condition que le propriétaire du terrain le permette.

Les fonctionnaires haïtiens et ceux des agences d'aide humanitaire ont essayé (tenté serait malvenu) pendant des semaines de trouver *a long-term housing solution for the thousands of newly homeless people*, d'autant plus que l'approche de la *Caribbean hurricane season - which could quickly turn a tent city into a scene of muddy devastation* - renforçait le sentiment d'urgence. Nombreuses sont les familles parquées dans deux vastes camps, alors qu'il pleut toutes les nuits et que, dans le camp le plus vaste, les 6 000 résidents ne reçoivent à manger une seule fois par jour, que le crime se développe sournoisement et que la prostitution s'est déjà solidement installée. Néo-prostitution de femmes honnêtes, bien entendu. Que faire d'autre quand on n'a rien à vendre ?

Donc à Jacmel, petit « paradis » à 40 km de Port-au-Prince, la question demeure brûlante : que faire du camp lorsque les tempêtes seront là ? Fractionner cette masse ? Les renvoyer chez eux nettoyer les gravats ? Cette dernière solution a la faveur des experts. Le maintien en camp crée de la dépendance. Il crée de l'attente et empêche toute initiative. Le sinistré s'englué dans les effets du sinistre. Mais que faire une fois déblayés les gravats ? Une solution autre aurait été trouvée pendant que les débats faisaient rage, trois fois par semaine, entre les représentants d'un groupe d'entraide multinational nommé *Shelter Cluster*.

Un ravalement (comment traduire correctement, dans ce cas précis, l'expression *facelift*, qui ne convient pas si l'on pense aux liftings, restaurations d'image, maquillages et ravalements précurseurs de réjuvenations diverses ?) a été entrepris juste à la limite d'une des zones les plus touchées de la ville ancienne, rue de l'Embouchure, une rue de pauvres où vivent plus de 200 familles. Bien qu'il ait fallu faire appel aux familles et aux amis, les propriétaires ont nettoyé leur lot en deux jours et monté en deux heures les tentes qui peuvent abriter, avec les séparations internes idoines, six personnes. Cela n'a pas concerné tout le monde, comme on aurait pu le penser dans un monde égalitaire, mais uniquement ceux qui ont été sélectionnés par le chef de l'unité de voisinage selon le principe : « à chacun selon ses besoins ». Mais

moins de la moitié de ceux qui sont à la rue depuis deux mois ont reçu des secours effectifs. Pour le reste, ils ne comptent que sur eux-mêmes. Cela fait quand même plus de 500 000 personnes.

Après avoir passé du temps à nettoyer les débris de neuf lots résidentiels avec des outils procurés par l'aide suisse, les résidents ont dressé des structures métalliques en forme de tente, après les avoir arrimées au sol. Elles sont conçues pour évoluer en abri permanent au fur et à mesure que les familles auront récupéré des matériaux - bois, tôle ondulée, feuilles de plastique - pour construire par-dessus. Le responsable de l'ONG leur a bien précisé les choses : « Cela se présente comme une tente et y ressemble, mais c'est l'emplacement pour y construire votre maison permanente ». Il n'a pas, apparemment qualifié l'allure du bâtiment évolutif, que l'on dirait, en d'autres lieux, destiné à passer du bidonville provisoire au bidonville définitif. Cela doit être dû à une aptitude acquise à la perception réaliste d'un paysage.

Ce même responsable a précisé qu'il espérait étendre à d'autres zones rurales du sud-est de Haïti ce programme, à condition qu'il dispose de suffisamment de donations pour le faire. La phase critique est toujours la période de sortie des camps d'urgence, une fois passés les premiers jours après le désastre. Il est vrai que chacun doit retourner à ses propres affaires et que d'autres catastrophes « naturelles » surgissent sans cesse ici et là. Où donner de la tête ? se demandait Figaro. « Il n'est pas souhaitable de maintenir les gens dans des camps. Ils se transforment aussitôt en habitat permanent. Ce que personne ne souhaite voir, c'est le camp de Pinchinat devenu en deux ans le quartier de Pinchinat. Au contraire, nous espérons voir le camp actuel devenu un terrain de foot avec des gosses dessus ».

Les problèmes de base ne manquent pas cependant. Ceux qui retournent monter leurs tentes métalliques sur les ruines déblayées de leur maison ne peuvent trouver à manger sur place et doivent retourner au camp de Pinchinat. Le plus grave concerne les familles abritées à Pinchinat mais qui ne possèdent pas de terrain : elles n'ont plus d'argent pour payer des locations et elles n'ont aucun droit à construire les tentes. Pas question de toucher aux règles de propriété, les pauvres doivent savoir que, passées les intempéries, ils n'auront aucun moyen de se comporter autrement qu'en pauvres.

Deux mois après que les maisons aient en s'écroulant tué 230 000 personnes environ et laissé sans toit 1,3 million de survivants, le premier centre d'hébergement présentable a été ouvert à quinze kilomètres de Port-au-Prince. On a pu estimer à 220 000 ceux qui seront gravement touchés en avril. Le camp, situé sur 4 hectares de terrain prêtés pour un an par une famille riche, pourra héberger 2 000 personnes. Comment faire pour les 218 000 autres qui se trouvent alentour ?

« Sept enfants et je dors dans la rue sous un drap », dit l'un. Progrès immense, il y aura bientôt une latrine chimique pour cent personnes, à condition que le terrain reste hors d'eau lors des pluies. Pourquoi si peu de camps en deux mois ? Manque de terrains libres, surtout manque de fonds pour indemniser les grands propriétaires qui pourraient laisser libre accès aux vastes surfaces qu'ils n'exploitent pas.

La Faute et autres lieux

Le géographe Jean Renard a vécu 35 ans dans les parages - mais sur un point haut épargné comme tous les habitats des paysans du coin qui se transmettaient depuis des siècles les récits d'inondations bien connues, les vimers (www.amisdere.com/2008/10/temptes-ouragans-et-vimers., du 1er octobre 2008 où tout est déjà dit...). Il ne manque pas de rappeler des faits

sociaux : le littoral inondable était communal, accessible à la pâture du bétail et au creusement de petits champs temporaires de pommes de terre, de fleurs ou de vigne par des petits paysans pauvres. Inconstructible de tout temps par expérience. La folie de construction de maisons individuelles à partir des années 1960 a fait de ces marécages des lieux de convoitise gigantesque. Les communes bordières, gérées par des commerçants et artisans pas capables de résister aux pressions conjuguées des promoteurs associés aux notaires et formidablement poussés par un nombre croissant de retraités issus des couches populaires avides de jouir enfin d'un lieu magnifique qui avait été - ils le disent tous - le rêve de leur vie et peut-être une revanche finale sur leur état, ouvrirent les vannes au flot de parpaings et de constructions de moyenne qualité tout le long du littoral. Puis des campings, des *mobil homes*, des entreprises à ras de l'eau d'ostréiculteurs et de mytiliculteurs ont fini d'envahir le paysage, au besoin même en gagnant sur la mer.

Et La Faute, là-dedans ? Inutile de s'inquiéter nous sommes dans un pays riche. Une fois que les survivants les plus traumatisés auront décidé d'aller sagement vivre ailleurs le surplus de vie que le hasard leur a accordé, le mouvement ordinaire des intérêts croisés des uns et des autres trouvera le moyen de contourner - comme ce fût déjà fait - les décisions nouvelles prises dans l'émotion. L'émotion est comme la mer, elle déferle en vagues immenses, se calme aussitôt ici pour se déployer là.

On apprend ces temps derniers à la fois que l'on a *imposé* dans la région la maison vendéenne de plain-pied pour des raisons d'esthétique du paysage rural, au lieu de bâtir sur pilotis pour que les habitants puissent voir déferler la mer par-dessus la digue. L'État ne veut plus de morts sous l'eau et veut raser ce qui subsiste : il se précautionne. Les communes ne l'entendent pas de cette oreille, trop de manque à gagner. Les futurs noyés non plus : ils veulent prendre le risque sans payer le surcoût. Il s'agit de rester au bord de l'eau et chacun sait que les Américains déjà ont inventé pour la Nouvelle-Orléans le *wet floodproofing*, transposition à la maison de la montre-bracelet étanche qui va dans l'eau et se porte bien à la sortie. Toujours le conflit binaire entre risque et précaution.

On sait depuis longtemps que le sens que les acteurs donnent à leurs conduites l'emporte souvent sur la rationalité la plus évidente et les résultats répétés des expériences de validation. Même les sociologues ayant abandonné toute prétention à prôner des attitudes « normatives » (on aurait dit jadis morales), il continue de manquer à nos sociétés d'aujourd'hui, où l'expression des désirs individuels tend à devenir illimitée, un ensemble de règles communément respectées qui ne soient pas remises en cause à chaque changement de mode ou de parti au pouvoir.

On sait bien aussi que la base du principe de précaution, qui hante tous les responsables à tous niveaux depuis au moins le 17^e siècle, si ce n'est la nuit des temps, est fondée sur les déterminants de la décision à retenir en situation d'incertitude. Son exercice s'est compliqué, comme tous les exercices, depuis la participation de la population, avec ses avantages et ses défauts. Dans la gestion de l'après vimer vendéen, il n'est plus question de précaution incertaine, mais de cata certaine. Les responsables aux différents niveaux s'opposent, défendant chacun leur intérêt propre : victimes, propriétaires menacés, édiles, promoteurs, assureurs, liquidateurs de biens qui rachètent à bas prix pour revendre à la hausse, préfet. L'expression démocratique de tous les désirs conduit à disperser l'évaluation rationnelle des faits au niveau des individus. La prise de décision en souffre inévitablement : faute de plaire à tous, le décisionnaire doit choisir ceux auxquels il va déplaire et il n'est pas improbable qu'il choisisse, quand il le peut, les autres plutôt que les siens. Il y a plus encore : la tentation de

régler les problèmes réels au coup par coup, à la lumière des situations locales. Vieille question : l'État doit-il être fort et imposer l'application par tous des mêmes règles ou bien doit-il s'effacer devant les pouvoirs locaux et régionaux ?

On voit bien, en s'intéressant encore quelques jours à Haïti - le temps de quelques cyclones pervers et de glissements de terrain dramatiques - que la question ci-dessus est d'importance puisqu'elle ne se pose pas dans ce territoire où l'on ne cesse de photographier et filmer les pauvres : l'État est évanescent, l'armée américaine fait la police, l'ONU et les organisations caritatives donnent à manger, soignent et remettent debout les écoles, tout ceci avec des besoins financiers colossaux qui dépassent, dit-on, le PIB annuel du pays et le plongent pour des années dans une grande dépendance. Les riches ? Les « élites » ? Il n'y en a pas puisqu'on n'en entend jamais parler.

Cassandre